



Changer l'Afrique de l'intérieur

Changer l'Afrique de l'intérieur

Une grave crise alimentaire menace actuellement le sud du Soudan. En Afrique de l'Est, où des millions d'individus dépendent déjà de l'aide alimentaire, un fort renchérissement des denrées de base se profile à l'horizon.

Ce n'est là qu'un des derniers exemples d'une période agitée qui a débuté il y a deux ans, lorsque l'escalade mondiale des prix a provoqué des pénuries alimentaires dans de nombreux pays d'Afrique et d'Asie. La flambée des prix alimentaires a plongé dans une misère encore plus noire les pauvres, déjà aux prises avec mille difficultés pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Elle a laissé dans son sillage la crise financière mondiale, qui les a à nouveau pénalisés le plus durement.

L'agriculture est le principal employeur, créateur d'emplois et exportateur de la plupart des pays en développement. D'un point de vue historique, elle est le moteur économique de nombreux pays, générant une croissance qui s'est avérée au moins deux fois plus efficace que celle d'autres secteurs pour la réduction de la pauvreté. Les investissements dans le développement agricole et rural sont par conséquent essentiels pour la sécurité alimentaire et un développement économique durable.

En effet, la grande majorité des pays développés actuels s'est bâtie sur de solides fondations agricoles, où les surplus de production ont créé richesse et prospérité. C'est ce qui est en train de se produire au Vietnam, et c'est la voie qu'ont empruntée la Chine et l'Inde pour devenir des moteurs de la croissance économique.

La pauvreté est un fléau qui touche essentiellement le monde rural. A l'échelle mondiale, les trois quarts des personnes vivant dans une pauvreté extrême se trouvent dans les zones rurales et dépendent de l'agriculture et des activités qui s'y rattachent pour vivre. Quelque 380 millions de femmes, d'enfants et d'hommes d'Afrique subsaharienne subsistent avec moins de 1,25 dollar par jour.

Nombre d'entre eux sont mal nourris ou sous-alimentés. Or, avec environ 80 millions de petites exploitations familiales qui représentent 80% de la production agricole d'Afrique subsaharienne, les petits paysans ont un rôle clé à jouer pour surmonter les crises financière et alimentaire et libérer le potentiel que détient l'Afrique pour nourrir sa population.

Afin de sortir les communautés de la pauvreté et garantir leur sécurité alimentaire, il faut un effort soutenu pour développer l'agriculture africaine et les infrastructures annexes telles que routes, télécommunications et approvisionnement énergétique, permettant de relâcher ce potentiel. Le renforcement de l'agriculture est un des meilleurs investissements qu'un pays africain puisse faire.

Les membres de l'Union Africaine l'ont reconnu en 2003 à Maputo (Mozambique), en s'engageant à porter les dépenses en faveur de l'agriculture à 10% au moins de leurs budgets nationaux. Bien que huit pays aient atteint ou dépassé cet objectif, le continent dans son ensemble n'y est pas parvenu.

Mais il n'est pas suffisant d'atteindre ce but. Les Gouvernements doivent créer un environnement politique propice aux investissements dans la recherche et le développement, de manière à améliorer la productivité et accroître la production.

Les investissements dans l'agriculture en Afrique doivent être ciblés sur la création d'un secteur dynamique de petits exploitants. Un secteur rural énergique génère une demande locale de biens et services produits localement qui peut, à son tour, stimuler la croissance d'emplois non agricoles dans les services, l'agroalimentaire et la petite manufacture. La création d'emplois ruraux est essentielle pour éviter la migration des jeunes en quête de travail vers les villes.

L'agriculture, essentiellement à petite échelle, représente environ 30% du PIB des pays d'Afrique subsaharienne, et au moins 40% de leurs exportations. Dans plusieurs petits pays d'Afrique, l'agriculture joue un rôle encore plus important, avec 80% ou plus des recettes d'exportation.

Le potentiel de ces chiffres restera inexploité sans l'adoption de politiques favorables au développement et à l'expansion de l'agriculture. Et la transformation de l'agriculture africaine ne sera possible que si le secteur privé intervient pleinement dans la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Les Gouvernements doivent créer des environnements plus conviviaux pour les investisseurs afin de susciter un plus grand intérêt du secteur privé.

D'une façon plus générale, les pays africains doivent mettre de l'ordre dans leurs systèmes politiques et économiques. Ils doivent continuer à consolider les fondements de la démocratie et garantir la stabilité politique indispensable à la croissance économique. Il est en outre capital qu'ils continuent à améliorer les conditions propices à une croissance rurale dynamique dans le but de transformer les agriculteurs de subsistance en entrepreneurs.

Etant donné leur rôle pivot non seulement comme mères et soutiens de famille, mais aussi comme agricultrices, les femmes rurales détiennent la clé de la sécurité alimentaire. C'est pourquoi une nation qui n'offre pas d'opportunités aux femmes ne réalisera pas son plein potentiel. Des progrès considérables doivent être accomplis en Afrique pour faire avancer l'autonomisation des femmes et leur statut au sein de la société – en particulier pour ce qui est de leur accès à la terre et au crédit.

Enfin, même si les investissements dans l'aide au développement sont déterminants pour appuyer la croissance du continent africain, ce sont les nations qui, au premier chef, devront assumer la responsabilité de leur propre développement. Aucun pays, aucun peuple, n'a jamais connu de croissance liée exclusivement à une aide extérieure.

Aussi le développement de l'Afrique doit-il se faire en Afrique, par les Africains, pour les Africains. Chaque arbre, chaque plante, doit être solidement enraciné dans le sol africain pour prospérer. Le changement ne peut être imposé de l'extérieur, il doit être cultivé de l'intérieur.

par

Kanayo F. Nwanze

Président du Fonds international
de développement agricole

Cet article est paru dans Project
Syndicate le 29 avril 2010

Contact

Farhana Haque Rahman
Chef, Unité des Relations avec les médias
et des communications extérieures
Division de la communication
FIDA
Tél. +39 06 5459 2485/2215
f.haquerahman@ifad.org



Fonds international de
développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591
Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org

